

N°311

2€30

BILLETS D'AFRIQUE



OCTOBRE 2021



MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

FRANÇAFRIQUE AU SOMMET

1

Mali / Kanaky / Continuum colonial

Mémoire sélective

Le 21 septembre, Emmanuel Macron a reçu des représentants de Harkis à l'Élysée. Reconnaisant, comme Hollande et Chirac avant lui « un abandon de la République française » ayant entraîné des massacres en Algérie, il s'est de plus engagé à faire porter par le gouvernement « un projet visant à inscrire dans le marbre de nos lois la reconnaissance et la réparation ». « Aux combattants abandonnés, à leurs familles qui ont subi les camps, la prison, le déni, je demande pardon, nous n'oublierons pas », a-t-il assuré. « A sept mois de la présidentielle, certains sont tentés de voir une manœuvre purement clientéliste », rapporte *Le Monde* (21/09). Des mauvaises langues... L'initiative prouve en tout cas que le président français n'est plus allergique aux mots « pardon », « reconnaissance » ou « réparation » qu'il avait pourtant refusés quelques jours plus tôt aux victimes des crimes coloniaux lors du sommet Afrique-France, ou encore aux victimes du génocide des Tutsis lors de son déplacement au Rwanda. Le 17 octobre, le Président s'est aussi rendu — c'est une première — aux commémorations sur le Pont de Bezons, d'où plusieurs dizaines d'Algériens furent jetés dans la Seine lors du massacre du 17 octobre 1961. Il s'est toutefois refusé à prendre la parole et le communiqué officiel rejette la responsabilité sur le seul Maurice Papon, sans même préciser sa fonction de Préfet. « Le Président dédouane à peu de frais le gouvernement de l'époque et donc de l'État français de sa responsabilité et cherche une fois encore à ménager la droite et l'extrême-droite nostalgique de l'OAS ! Pas un mot du contexte de la guerre d'Algérie, pas un mot sur le colonialisme, rien sur les archives toujours interdites d'accès, encore moins sur une réparation... », commente le MRAP, qui comme un comité unitaire de plus de 120 organisations, attend toujours la reconnaissance d'un « crime d'État ».



Bulletin fondé en 1993 par François-Xavier Verschave - **Directrice de la publication** Pauline Tétillon - **Comité de rédaction** R. Granvaud, D. Mauger, O. Tobner, Y. Thomas, R. Dorclant, M. Bazin, P. Tétillon, T. Noirot, E. Cailleau, M. Lopes - **Ont contribué à ce numéro** D. Guerrier, P. Garesio - **Image de couverture** : John Beurk - **Édité par** Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - **Tél.** (+33)9.53.14.49.74 - **Web** <http://survie.org> et <https://twitter.com/Survie> - **Commission paritaire** n°0226G87632 - **Dépôt légal** novembre 2021 - ISSN 2115-6336 - **Imprimé par** Imprimerie Notre-Dame, 80 rue Vaucanson, 38830 Montbonnot Saint Martin

Guerre exemplaire contre le terrorisme

Revenant sur les exactions commises par les forces de défenses sahéennes contre les populations civiles, qui constituent aujourd'hui par réaction l'une des principales motivations d'engagement au sein des groupes djihadistes, *Mediapart* (15/09) constate : au Niger, « en cinq ans, au moins 766 millions d'euros ont été dépensés [par l'UE] pour bâtir, équiper et former des unités entières de la gendarmerie, de la police, de l'armée et de la garde nationale. Dans le même temps, du matériel militaire, en masse, a été livré sur place. Parfois donné par les mêmes partenaires, dont la France. » Alors que certains massacres commis par des militaires nigériens ont été documentés par la Commission nationale pour les droits humains, une autorité administrative indépendante au Niger, « il y a une vraie inquiétude dans les couloirs de la commission [européenne] sur le fait que du matériel fourni par les Européens aurait pu être utilisé pour des exactions », selon un témoignage recueilli par le journal en ligne.

Pourtant « même parmi les États du nord de l'Europe, qui se disent très attentifs à ce sujet, il y a une grande timidité », constate Jair Van Der Lijn, chercheur du Stockholm International Peace Research Institute : « Les États européens refusent de conditionner effectivement leur soutien au respect des droits humains, dans la crainte de perdre de l'influence, face aux États-Unis mais surtout à la Russie, nouvel acteur de la région » Le journal poursuit : « Interrogés à ce sujet, plusieurs fonctionnaires européens se cachent, quant à eux, derrière les formations en droits humains, dispensées par la mission Eucap Sahel aux forces de sécurités nigériennes. Ou le "Mécanisme d'identification, de suivi et d'analyse des dommages causés aux civils", adopté par la force conjointe du G5 Sahel, début 2021. Ce dernier devait permettre d'engager une discussion sur la question des droits humains avec les soldats locaux. Sa mise en œuvre a été ralentie par la France, explique un fonctionnaire du G5 Sahel, qui requiert l'anonymat. Selon lui, Paris "craignait que ses propres soldats puissent être dans le viseur" ». On ose à peine y croire...

Pink-greenwashing

Anne Hidalgo cherche-t-elle à cultiver ses relations francoafricaines ? A un mois de la COP26 de Glasgow, la mairie de Paris organisait le 6 octobre une conférence internationale consacrée à la « préservation des forêts d'Afrique centrale », rapporte Maria Malagardis dans *Libération* (07/10). « La candidate socialiste à la présidentielle n'a pas oublié de remercier les chefs d'États de la région, qui suivaient peut-être (ou pas) son discours à distance. "Ils sont... ces territoires" avance-t-elle alors, dans une formulation un peu hésitante et néanmoins curieuse. » Pas un mot bien entendu sur la répression et la gabegie des kleptocrates au pouvoir, signale la journaliste, qui n'est pas dupe du *greenwashing*, et qui rappelle quelques scandales écologiques passés sous silence.

Au contraire, la conférence fait la part belle aux ministres des forêts du Cameroun, du Congo-Brazzaville ou du Gabon, et notamment à Lee White, seul ministre occidental du Gabon « à la tête d'un ministère accusé de "gabegie galopante" par le Syndicat national des personnels des eaux et forêts », lequel dénonce « un système de détournements de fonds » alors que les agents des parcs nationaux cumulent plusieurs mois de salaires impayés. Accusations confirmées par un courrier de l'AFD que *Libération* s'est procuré, mais que le patron de l'aide française, Rémi Rioux, également présent, se gardera bien d'évoquer. *Le Monde-Afrique* (06/10), partenaire de l'événement, publie également un long article « réalisé en partenariat avec la Ville de Paris », qui ne tarit pas d'éloges sur Lee White et le président Ali Bongo. « L'engagement d'Ali Bongo est une réalité », croit savoir Laurence Caramel : « Malgré les séquelles d'un grave accident vasculaire cérébral survenu en 2018, Ali Bongo, rare chef d'État d'Afrique francophone à s'exprimer en anglais, continue, de sommet en sommet, de plaider la cause du climat, des éléphants et des forêts. » Journalisme indépendant : nouvelle espèce en voie de disparition ?

Nous vous prions de bien vouloir nous excuser pour les retards de livraison des numéros. Nous en sommes grandement désolés et mettons toute notre énergie et notre temps bénévole disponibles pour y remédier.

Le sommet Afrique - France qui s'est tenu à Montpellier le 8 octobre devait montrer un changement dans la relation néo coloniale que la France entretient sans discontinuer avec l'Afrique subsaharienne francophone depuis plus de soixante ans. Il y a eu en effet un changement, en pire.

Ce n'était plus la rencontre du Président français entouré de ses vassaux qu'on a connue pendant des décennies, lors des vingt deux sommets France-Afrique, annuels de 1975 à 1988, puis bisannuels jusqu'en 2003. À partir de 2005, du 24^{ème} au 27^{ème} sommet, ceux-ci sont rebaptisés "Afrique - France" pour la forme, sans rien de changé sur le fond.

Pour le vingt huitième sommet Macron a innové, plus de chefs d'État. Ils n'ont jamais servi à rien qu'à poser pour la photo, pas un seul n'a jamais proféré une parole marquante et certains d'entre eux font vraiment trop mauvais genre. Macron a décidé de parler à la « jeunesse africaine ». En quoi Macron, président de la République française, est-il habilité à parler à la jeunesse africaine ? Quelle jeunesse africaine ? Une poignée d'individualités, choisies par les ambassades françaises et par Achille Mbembe, comparse de Macron dans l'événement. Devant une entreprise aussi fantaisiste on pouvait craindre le pire. On n'a pas été déçu. Le show a été grand guignolesque. Macron n'a pas cessé d'afficher le large sourire de supériorité paternelle qu'il prend quand il visite un jardin d'enfants, plein d'indulgence pour les dérangeantes naïvetés proférées par les bambins. Le clou a été quand une intervenante burkinabè a voulu mettre les pieds dans le plat de façon spectaculaire. Après une métaphore sur la « marmite sale » des relations franco-africaines dans laquelle la jeunesse du continent refuserait

désormais de manger, qui a enchanté les médias français, elle a terminé sur un « À bon entendeur salut ! » du plus bel effet. Macron et Mbembe se tordaient de rire, le public aux anges applaudissait à tout rompre. Quelle belle farce !

Parler d'égal à égal avec un président français, Sankara l'a fait. C'était en novembre 1986. Mitterrand, au retour du sommet France-Afrique au Togo, auquel le président burkinabè n'avait pas assisté, s'est arrêté à Ouagadougou, sans doute pour tancer ce microbe insolent. Le discours de Sankara fut tel que Mitterrand laissa tomber son habituelle impassibilité pour tirer une effrayante gueule d'enterrement. Se faire administrer une leçon, là, dans ce pays de rien du tout - mais quelle leçon ! et par quel homme ! - porteur de tout l'honneur et la calme dignité de l'Afrique asservie. Mitterrand répliqua par des propos lourds de fureur cachée, d'avertissement voilé. Moins d'un an après Sankara était assassiné après quatre ans au pouvoir et on retomba dans les longues, nombreuses et calamiteuses années fançafriennes de Compaoré.

C'est de lever cette tragique malédiction qu'il est question dans le rapport colonial que la France entretient avec l'Afrique. Combattre les tout puissants intérêts qui s'y opposent n'est pas affaire de bavardage mondain et de plaisanteries déplacées. Les enjeux sont titanesques. L'affrontement se fera entre les forces mécaniques de l'argent et les forces humaines des pauvres. Si c'est un conte pour enfants c'est celui, instructif, de Macron, loup déguisé en mère-grand avec son sourire carnassier.

Odile Tobner

MACRON AU JARDIN D'ENFANTS

Sommaire

- | | | | |
|----------|---|-----------|---|
| 2 | LES BRÈVES DE LA FRANÇA-FRIQUE | 7 | MALI La France et le Mali à couteaux tirés? |
| 3 | ÉDITO Macron au jardin d'enfants | 9 | KANAKY Qui jette le Caillou dans la mare ? |
| 4 | AFRIQUE-FRANCE Entretien avec Le Collectif pour le renouveau africain (CORA) - «Nous assistons à une mutation des structures de domination issues des indépendances» | 11 | À LIRE États d'urgence, une histoire spatiale du continuum colonial français |

«NOUS ASSISTONS À UNE MUTATION DES STRUCTURES DE DOMINATION ISSUES DES INDÉPENDANCES»

Le Collectif pour le renouveau africain (CORA) a publié début octobre, *De Brazzaville à Montpellier, regards critiques sur le néo-colonialisme français* (disponible en ligne sur corafrika.org), ouvrage rassemblant les contributions d'une vingtaine d'intellectuels et activistes sur les relations franco-africaines et les luttes émancipatrices. Entretien croisé avec Lionel Zevouou, qui a co-dirigé le livre avec Koulsy Lamko, Amy Niang, et Ndongo Samba Sylla, et avec Boubacar Boris Diop, qui fait partie des auteurs mobilisés.

Tout d'abord, pouvez-vous revenir sur la genèse du CORA et cet ouvrage ? Est-ce une réponse au processus qui depuis le printemps dernier a amené à la tenue d'un sommet Afrique-France autour d'Emmanuel Macron avec Achille Mbembe comme préparateur en chef ?

Lionel Zevouou : CORA est né d'une lettre, écrite par Ndongo Samba Sylla, Amy Niang et moi en avril 2020 interpellant les dirigeants du continent sur la gestion du COVID-19. On s'en souvient déjà mal peut-être, mais partout ceux qui parlaient de l'avenir de l'Afrique le faisaient sans consulter les Africains. Le Chatham House [célèbre *think tank* britannique, NDLR] avait organisé un gros événement sur la pandémie et le continent, le ministère français des Affaires étrangères faisait de même avec une note maladroitement intitulée "l'effet pangolin", etc.

« Il ne faudrait pas donner plus d'importance aux acteurs de ce sommet qu'à ce qu'il donne à voir dans l'inflexion de la politique française en Afrique. »

L'interpellation que nous adressions n'était pas nouvelle. Elle appelait à repenser la manière dont l'Afrique était perçue en s'inspirant de ce qu'écrivaient eux-mêmes les intellectuels, universitaires et activistes africains depuis plusieurs années. Cette lettre a été endossée par plusieurs personnalités du continent. Elle a par la suite rassemblé des intellectuels, universitaires, activistes venant des quatre coins du continent, autour d'un collectif baptisé « collectif pour le renouveau africain » dont l'objectif est de faire com-

prendre la nécessité d'une seconde étape des indépendances africaines.

Cette nécessité se situe dans la continuité des penseurs de la libération africaine tels que Cabral, Fanon, Rodney, Gordimer, etc. D'un point de vue intellectuel, nous essayons d'aborder un spectre large des questions liées à l'Afrique. Ce spectre couvre des thématiques aussi variées que les langues africaines, la place de l'Afrique dans l'ordre international, l'Etat et la citoyenneté, mais aussi les sciences et savoirs endogènes.

Pour en revenir à votre question sur le projet de livre *De Brazzaville à Montpellier : regards critiques sur le néocolonialisme français*, il faut bien comprendre qu'il ne constitue qu'une parenthèse au sein d'un vaste programme intellectuel global tourné vers cette seconde étape des indépendances africaines. Il est important d'insister sur le fait que CORA n'a pas été créé pour répondre au sommet de Montpellier, encore moins pour s'ériger en porte-à-faux contre Achille Mbembe.

Ce sommet de Montpellier s'inscrit tout simplement dans une lame de fond qui traverse depuis plusieurs années les pays africains. Cette lame de fond est celle d'un néolibéralisme débridé dont les ravages environnementaux, sociaux, économiques fragilisent grandement les Etats africains. Le sommet de Montpellier ne fait pas exception à cette lame de fond, en ce qu'il s'érige en représentant d'une "société civile africaine" qui, au fond, n'a rien à envier aux discours déjà utilisés en Europe de l'Est par les nouveaux philosophes après l'effondrement du mur de Berlin ou plus près de nous, dans certains pays du Maghreb durant les "printemps arabes".

Le recours à la "société civile" a connu diverses fortunes, pas toujours heureuses et

SOUS LA DIRECTION DE
KOULSY LAMKO
AMY NIANG
NDONGO SAMBA SYLLA
LIONEL ZEVOUNOU

DE BRAZZAVILLE
À MONTPELLIER



REGARDS CRITIQUES
SUR LE
NÉOCOLONIALISME
FRANÇAIS

on ne peut passer sous silence que ce discours-là n'est d'aucun secours pour essayer de sortir de l'ornière de la domination de l'ancienne métropole. Il ne s'agit pas d'un point de vue, mais bien d'arguments étayés empiriquement depuis plusieurs années et qui montrent bien s'agissant de la gestion du franc CFA, de la question des interventions militaires ou des accords culturels que les choses sont beaucoup plus complexes qu'on veut bien les présenter. Toute analyse rigoureuse des travaux menés ces dernières années sur l'Afrique francophone ne peut conclure à l'effacement pur et simple de ce système de domination mis en place après les indépendances et que l'on désigne usuellement par "Françafrique".

Il ne faudrait pas donner plus d'importance aux acteurs de ce sommet qu'à ce qu'il donne à voir dans l'inflexion de la politique française en Afrique. Et ce qu'il donne à voir, c'est une mutation des structures de domi-

nation issues des indépendances ; cette mutation, nous l'expliquons dans le livre, est liée à la férocité des rivalités entre la France et plusieurs puissances, à la fois anciennes et émergentes (Turquie, Russie, Chine) autour de son pré-carré. Ces questions-là ont été documentées et travaillées ; elles sont toutes passées sous silence, car il manque encore un vrai débat de fond sur ce qui se joue actuellement sur le continent africain. Ce sont quelques-uns de ces enjeux que nous avons voulu mettre en lumière dans notre livre.

Quels enseignements tirez-vous de la forme prise par ce sommet Afrique-France de rencontre avec des représentants d'une jeunesse et "société civile" africaine choisies par le réseau diplomatique français ?

Lionel Zevounou : Il est fondamental de mener une enquête sérieuse sur les conditions d'organisation de ce sommet. Les lumières sont maintenant éteintes et il incombe aux médias d'interroger celles et ceux qui y ont participé afin de se faire une idée précise des acquis qui en sont sortis. Le seul constat objectif qu'il est possible de faire est le suivant. Comment croire dans la main tendue de la France alors même que ce pays est rongé depuis plus de vingt ans par plusieurs discours d'extrême-droite (dans le domaine de l'immigration, de la gestion des populations d'origine étrangères, etc.) Ici encore, le constat doit être lucide et froid. Il doit se baser sur des faits et non des discours creux.

En réalité, l'opinion publique française n'a cure de ce sommet de Montpellier. C'est précisément la raison pour laquelle nous soutenons que ledit sommet n'intéressait que les pouvoirs publics français dans leur volonté de renouveler l'image dégradée de la France en Afrique francophone ; et c'est d'ailleurs ce qui nous fait douter de la sincérité de cette invitation. Encore une fois et contrairement à ce qui a pu être dit ici et là, il ne s'agit pas de se murer dans un attentisme mortifère. Pour qu'il y ait dialogue, il faut simplement que les conditions d'un dialogue soient réunies, en sortant de l'asymétrie. Pas plus à Montpellier que pour les anciens sommets France-Afrique, ces conditions ne furent réunies.

Boubacar Boris Diop : Paradoxalement, il y a lieu de se féliciter de ce nouveau format. Avec un sommet classique, il y aurait eu quelques grincements de dents et on serait vite passé à autre chose. Cette rencontre,

elle, a été une formidable tribune. La Françafrique - il y a quelques années le mot n'était même pas censé exister ! - a rarement été à ce point au centre du débat. C'est très bien de rappeler au monde entier ce qu'est ce système de domination néocoloniale particulièrement archaïque. On ne peut que se féliciter d'une aussi formidable occasion de reparler, en Afrique même, du franc CFA, des opérations et des bases militaires françaises entre autres sujets. L'événement a apporté une énergie nouvelle dans la lutte contre la Françafrique.

Jusqu'ici beaucoup la réprouvaient avec un sentiment d'impuissance. Bientôt chacun devra se déterminer par rapport à elle. Il faut noter aussi qu'on a voulu élargir la famille au monde anglophone et les grosses pointures nigériane à succès - n'ont pas daigné faire le déplacement. Au final, ça été un tête-à-tête entre la France et les "forces vives" de ses néocolonies africaines.

Que retenez-vous du rapport remis par Achille Mbembé le 5 octobre dernier et de ses recommandations, qui ont visiblement inspiré les annonces officielles faites par le président français ?

Lionel Zevounou : La réponse se trouve dans la question, car une fois de plus, ces dispositifs sont financés par l'ancienne métropole... On imagine mal qu'ils ne soient pas au service des intérêts français. Le problème demeure le même : on traite les symptômes sans prendre au sérieux les causes de la maladie.

Boubacar Boris Diop : On a envie de dire "tout ça pour ça"... En vérité cela me fatigue d'avoir à me prononcer sur des mesurette aussi méprisantes, qui donnent l'impression que la Françafrique ce n'est pas si grave que cela. Chacun peut voir de lui-même ce qu'il en est.

Plus largement, entre le rapport Duclert et la visite d'E. Macron au Rwanda le 27 mai dernier, les annonces de restitutions d'objets d'art au Bénin pendant le sommet Afrique-France, ou la présence du chef de l'Etat français lors de la commémoration du massacre du 17 octobre 1961 à Paris, comment analysez-vous la politique mémorielle d'E. Macron, qui a prôné lors du sommet une "politique de reconnaissance" plutôt que de "demande de pardon" ?

Boris Boubacar Diop : Ici, pour être honnête, j'ai du mal à me faire une religion. Parfois je me dis que tous ces gestes qui se

veulent autant de *mea culpa*, sont le signe d'une certaine fragilité psychologique de Macron, la preuve qu'il ne maîtrise pas ses émotions. Mais il m'arrive de me dire qu'il faut lui faire crédit d'une certaine bonne volonté au lieu de verser dans le nihilisme. Il se peut aussi qu'au-delà de ses sentiments personnels, il en soit arrivé à penser qu'il est temps pour la France d'oser faire face aux démons de son passé, de reconsidérer le rapport typiquement négationniste qu'elle entretient avec sa propre histoire coloniale. Après tout il y a juste seize ans le parlement français faisait voter une loi sur "les aspects positifs de la colonisation". Tout ce que dit Macron nous éloigne de cette mystérieuse logique et je trouve cela très bien.

Cela dit, personne n'aura la naïveté d'attendre de lui qu'il saborde les intérêts français. Ces gestes, qui d'ailleurs portent tous sur un passé plus ou moins récent, visent à

« **Des attentes vis-à-vis du pouvoir français ? Aucune, bien évidemment. C'est une idée étrange que de miser sur les capacités d'écoute de l'opresseur. »**

renforcer la Françafrique, pas à la mettre en péril. Mais le fait que le président français ait assez de marge pour se permettre ces petites coquetteries en dit beaucoup sur notre faible combativité. Ne se sentant obligé à rien, il peut bien faire des concessions qui ne coûtent rien à son pays. Le rapport Duclert se présente sous un jour différent, il a été contraint de le commanditer par la pression de l'Etat rwandais, de la société civile française et de femmes et d'hommes épris d'équité à travers le monde. Ce rapport, on ne peut pas s'en débarrasser d'un haussement d'épaules, c'est un pas en avant même s'il faut maintenir la pression pour des aveux complets, le jugement de ceux qui ont matérialisé la complicité de génocide de l'Etat français et "*last but not least*", des excuses au peuple rwandais.

Lionel Zevounou : Ici encore, on ne peut répondre d'un trait de plume. Les choses sont complexes et il faut les aborder de cette manière. En premier lieu, on sait peu de choses sur ce qui a été rendu effectivement et de quelle manière (par exemple, rien n'a été dit par les autorités françaises des fonds d'archives versées dans le procès de Thomas Sankara qui se tient actuellement à Ouaga-

dougou) ; force est de constater en second lieu, que cette politique de la "main tendue" demeure encore et toujours unilatérale.

La restitution des biens culturels est un vieux dossier, ça ne date pas d'hier. On la cantonne dans un cadre francophone alors même que le Nigéria, l'Égypte ou d'autres pays d'Afrique ont aussi exprimé des positions sur ces questions. Plus encore, dans quelle mesure peut-on affirmer que ces politiques unilatérales répondent aux attentes des peuples africains ? On parle de restitution pendant que d'autres cherchent encore au milieu des broussailles la tombe de Ruben Um Nyobe, indépendantiste camerounais sauvagement assassiné par la France en 1958. Ces politiques mémorielles reposent sur des histoires partagées. Elles ne peuvent être définies qu'en laissant s'exprimer celles et ceux qui en ont été victimes. Tout cela est très confus et s'inscrit à nouveau dans une volonté de restaurer l'image dégradée de la France en Afrique.

Quelles seraient vos attentes, vis-à-vis du pouvoir français, pour une réelle fin du lien néocolonial entre la France et l'Afrique ?

Boubacar Boris Diop : Des attentes vis-à-vis du pouvoir français ? Aucune, bien évidemment. C'est une idée étrange que de miser sur les capacités d'écoute de l'opresseur. En revanche, on peut espérer un sursaut des femmes et des hommes de bonne volonté en France. Beaucoup n'y prennent pas la mesure de l'immoralité de la FrancAfrique : un pays riche occupé à piller les ressources des pays les plus pauvres de la planète, quitte à leur imposer sa puissance militaire.

Les préjugés coloniaux restent profondément enracinés dans la mentalité du Français moyen. Je ne suis même pas sûr que les intellectuels de gauche comme de droite en soient indemnes. Il est hallucinant par exemple que même la complicité de génocide de Mitterrand - dûment documentée et prouvée par des experts français et non pas africains - n'ait pas terni le moins du monde son image en cette ère post-Holocauste. Au final, on se prend à rêver du jour où la politique africaine de la France deviendra un sujet de politique intérieure française.

Mais nous ne pouvons pas demander aux Français, aussi anti-impérialistes soient-ils, de

mener le combat à notre place. Ils ne peuvent être qu'une force d'appoint : il n'y aurait pas eu de "porteurs de valises" sans la lutte du FLN et ici aujourd'hui aussi c'est à Dakar, Abidjan ou Niamey avant tout que l'on doit s'organiser contre la FrancAfrique. Le mouvement "France dégage"¹ qui a un écho grandissant dans la jeunesse montre bien que cette dynamique est enclenchée. La nouvelle génération est en quête de formes adaptées et efficaces de résistance et je crois qu'une campagne de boycott, sur une durée déterminée, des produits français, malgré sans doute un faible impact économique, serait un moyen d'accroître sa prise de conscience. Les mêmes intellectuels qui ont longtemps soutenu que la FrancAfrique n'a jamais existé disent qu'elle est morte de sa belle mort. C'est leur nouvelle façon de nous dire qu'elle a de beaux jours devant elle. Le réveil risque d'être brutal.

Propos recueillis par Patrice Garesio

¹ À ce sujet, voir Achille Maillé-Dancourt, « "Auchan dégage", et contre toute recolonisation », Billets d'Afrique n°283, décembre 2018-janvier 2019

« IL EST FINI LE TEMPS DES COLONIES ! »

C'est derrière cette bannière qu'ont manifesté plusieurs centaines de personnes le 9 octobre à Montpellier pour protester contre la tenue du « Nouveau Sommet Afrique-France » dans la ville. Un collectif d'organisations montpelliéraines et nationales, dont Survie, a organisé pendant 4 jours un contre-sommet, afin de montrer l'actualité de la FrancAfrique à travers conférences et ateliers (à retrouver sur le site de Survie) : la domination économique (aide publique au développement, FCEA...), la présence militaire et la guerre contre le terrorisme, mais aussi les migrations (luttés des sans-papiers et violences contre les migrant.es), les résistances (Sankara et le panafricanisme) et l'actualité des racines coloniales qui irriguent ces politiques.

« Nouveau », ce sommet l'était dans sa forme puisqu'au lieu de dérouler le tapis rouge aux chefs d'États africains, l'objectif était de mettre à l'honneur et de donner la parole à la jeunesse, « jeunes entrepreneurs, artistes, chercheurs, athlètes, étudiants, personnalités engagées d'Afrique et de France » afin « d'envisager ensemble les perspectives

et les premières actions concrètes à mener pour le renouveau de la relation entre notre pays et le continent africain ». Grandes exclues de ce « dialogue », les personnes sans papiers ne faisaient pas partie de la « jeunesse » conviée au sommet, et la question des personnes vivant en France sans papiers ou arrivant en France n'apparaissait pas dans le programme du Sommet officiel. Pire, la participation au contre-sommet de militant.es sans papiers dérangeait : ainsi, 7 d'entre eux ont été arrêtés à la sortie de leur wagon en gare de Montpellier. Deux d'entre eux ont été envoyés en Centre de rétention administrative dont ils ont pu être libérés quelques jours plus tard. Cinq autres ont reçu une OQTF. La mobilisation pour contester ces pratiques déloyales continue à Montpellier et Paris. Un rappel on ne peut plus concret des réalités des relations entre la France et l'Afrique. Ce procédé d'intimidation de la préfecture, pourtant bien au courant des différents temps prévus lors du contre-sommet, n'a pas limité la visibilité des collectifs sans papiers venus principalement de Paris : ceux-ci ont mené des ate-

liers en ville, une déambulation le samedi matin avant de prendre part à la manifestation collective.

Parallèlement, du côté du Sommet officiel, les paroles des « pépites » de la jeunesse africaine, soigneusement sélectionnées et préparées, même si elles ont été critiques, demeureront des tirades du spectacle imaginé par Emmanuel Macron, qui a apprécié, tout sourire, d'être « chahuté ». Aucune recommandation figurant dans la conclusion du rapport d'Achille Mbembe, missionné pour organiser ce dialogue, ne propose de changements profonds. Comme attendu, il s'agit bien plus d'un ravalement de façade que d'une « rupture », bien orchestré par une mise en scène soignée, dans laquelle se sont engouffrés la plupart des médias, sans analyse critique, laissant dans l'ombre le contre-sommet, qui a pourtant rencontré un public important. « Nouveau », ce sommet ne l'a pas été sur le fond. Les annonces sur la prétendue mort de la FrancAfrique n'ont pas fini de se succéder.

LA FRANCE ET LE MALI À COUTEAUX TIRÉS?

La volonté des autorités maliennes de transition de faire appel à la société militaire russe Wagner a fait monter d'un cran les tensions entre la France et le Mali.

Après une période de grâce de six mois, au terme de laquelle le président Macron délivrait un satisfecit à la junte militaire qui a pris le pouvoir le 18 août 2020, les relations entre la France et le Mali se sont rapidement tendues. En cause : l'éviction du président de transition Bah N'Daw, adoubé par Macron, et la volonté du colonel Assimi Goïta, nouveau président auto-proclamé, de rouvrir les négociations avec le GSIM, coalition djihadiste dirigée par Iad Ag Ghali qui a fait allégeance à Al-Qaïda. Après une période de suspension, la coopération militaire franco-malienne dans la « guerre contre le terrorisme » avait repris, mais l'entrée en scène de la Russie vient à nouveau crispier les relations entre dirigeants français et maliens.

Le 13 septembre, l'agence *Reuters* révèle en effet, sur la base de « sept sources diplomatiques et sécuritaires », que les « autorités maliennes sont proches de conclure un accord avec la société militaire privée russe Wagner ». Cette dernière, qui n'a pas d'existence légale, est considérée comme le bras armé officieux du Kremlin et officie déjà en Centrafrique, où l'influence russe a supplanté – du moins pour l'instant – la traditionnelle ingérence militaire française. Selon certaines des sources de l'agence de presse, les négociations porteraient sur l'envoi de plusieurs centaines de mercenaires qui « seraient chargés de former les Forces armées maliennes (FAMA) et d'assurer la protection de certains hauts dirigeants maliens » en contrepartie de « six milliards de francs CFA (environ 9,15 millions d'euros) par mois pour ses services » ainsi que l'accès à trois gisements miniers d'or et de magnésium.

Wagner en plan B ?

Depuis, les autorités de transition au Mali assument publiquement leur volonté de diversifier les partenariats militaires, mais refusent de reconnaître explicitement la réalité d'un projet d'accord avec Wagner. Le porte-parole du gouvernement a par exemple réagi en affirmant à *Reuters* qu'il ne s'agissait que de « rumeurs », tandis que le ministre de



la Défense, le colonel Sadio Camara, soutient que « l'opinion publique malienne est favorable à une coopération accrue avec la Russie vu la situation sécuritaire », tout en assurant : « aucune décision n'a été prise sur la nature de cette coopération ». Mais surtout, le Premier ministre malien de transition, Choguel Maïga, lie explicitement cette question aux récentes déclarations de Macron concernant l'évolution de la présence militaire française au Sahel. Début juin, le président français avait annoncé la fin prochaine de Barkhane « en tant qu'opération extérieure ». Les effectifs doivent en réalité être réduits de moitié et compensés par la montée en puissance de l'opération Takuba, regroupement de forces spéciales européennes (au moins sur le papier, car les volontaires ne se bousculent pas).

Alors que les soldats français quittent leurs bases du nord du Mali, Maïga interroge : « Si, de la même façon que certains partenaires

ont décidé de quitter certaines localités, ils décident de partir demain, qu'est-ce qu'on fait ? [...] On ne peut pas nous interdire d'acheter du matériel à un pays avec lequel on a un accord parce qu'un autre ne veut pas. On ne peut pas nous empêcher d'envoyer des gens être formés dans un pays donné parce qu'un autre pays ne veut pas. On est obligé de nous interroger : ne faut-il pas avoir de plan B ? » (*Rfi.fr*, 29/09).

Wagner ou Barkhane

Côté français, on a un peu joué la surprise et immédiatement affiché une franche hostilité, officiellement à l'égard des mercenaires de Wagner uniquement, mais en réalité devant la possible implication de la Russie au détriment de l'ancienne puissance coloniale. Le 15 septembre la ministre des Armées Florence Parly estimait ainsi devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale que cette signature constituerait

un acte « extrêmement préoccupant et contradictoire, incohérent avec tout ce que nous avons entrepris depuis des années » (*Rfi.fr*, 15/09). Dans une interview à *France Info* du 16 septembre, Le Drian reconnaissait volontiers avoir « mis la pression aux Maliens » et les avoir prévenus que « la présence de Wagner (...) serait incompatible avec la présence internationale et européenne ». Toujours selon *Reuters*, la France, évidemment au courant des négociations maliennes, avait déjà commencé une « offensive diplomatique » visant à « dissuader la junte au pouvoir à Bamako de concrétiser ce rapprochement avec la Russie ».

Les Français ont ainsi demandé à leurs alliés européens, américains ou africains de faire pression sur les autorités maliennes, et se sont même adressés à la Russie : Macron aurait « directement abordé la question avec son homologue russe Vladimir Poutine ». Le point aurait été abordé au mois d'août « en marge d'une conversation sur le retour des talibans au pouvoir », confirme *LeMonde.fr* (15/09). Et, selon l'une des sources de *Reuters*, « le "Monsieur Afrique" du Quai d'Orsay, Christophe Bigot, s'est rendu le 8 septembre à Moscou pour un entretien avec Mikhaïl Bogdanov, représentant spécial du président Vladimir Poutine pour le Moyen-Orient et l'Afrique ».

Pressions du camp français

Le 19 septembre, Florence Parly en visite au Niger pour discuter de la réorganisation du dispositif Barkhane (la base aérienne française pourrait voir ses moyens augmenter et le Niger doit accueillir le commandement de l'opération Barkhane jusque-là situé au Tchad), a également déclaré, avant de se rendre au Mali, vouloir « clarifier les positions » et « réitérer des messages ». « Deux messages ont été martelés : la présence de mercenaires russes est une ligne rouge pour Paris, et si la junte fait fi de ces avertissements, cela aurait de lourdes conséquences », résume *Rfi.fr* (20/09).

Le 17 septembre, le ministre des Affaires étrangères du Niger, Hassoumi Massaoudou, assurait que l'arrivée de Wagner au Mali pourrait remettre en cause la Coalition du G5 Sahel. Le 21, la ministre allemande de la Défense et le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell, apportaient à leur tour leur soutien à la position française. Mais juste avant l'arrivée de Parly, le gouvernement malien a rétorqué « qu'il ne permettrait à aucun État de faire des choix à sa place » (*Rfi.fr*

(20/09).

Plus spectaculaire, le 25 septembre, le Premier ministre malien a accusé la France, depuis la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, d'exposer le Mali « à une espièce d'abandon en plein vol ». Choguel Maïga a notamment pointé la pratique – habituelle pour les autorités françaises – consistant à mettre les pays africains devant le fait accompli lorsqu'il a dénoncé le non-respect « du principe de consultation et de concertation qui doit être la règle entre partenaires privilégiés ». Il a déploré « l'annonce unilatérale du retrait de Barkhane » et la promesse floue « d'une transformation en Coalition internationale dont tous les contours ne sont pas encore connus, en tout cas pas connus de [son] pays ». Avant de conclure : « La nouvelle situation née de la fin de l'Opération Barkhane, plaçant le Mali devant le fait accompli [...] nous conduit à explorer les voies et moyens pour mieux assurer la sécurité de manière autonome ou avec d'autres partenaires » (*francetwinfr.fr*, 26/09). Devant la presse, il a également accusé les militaires français d'avoir délibérément laissé fuir Iyad Ag Ghaly et Hamadou Kouffà, les chefs djihadistes du GSIM, au moment de l'opération Serval en 2013, et de les avoir laissés se réfugier à Kidal, ville du nord du pays où l'armée française a réinstallé le MNLA (mouvement indépendantiste touarègue) (*JeuneAfrique.com*, 27/09).

Fureur française

Dans le même temps, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, confirmait en conférence de presse à l'ONU les négociations avec Wagner et raillait l'inefficacité de l'opération française au Sahel, appelant à « synchroniser l'action de l'Union européenne et de la Russie dans la lutte contre le terrorisme » (*LeMonde.fr*, 26/09). De quoi exacerber encore la colère des autorités françaises après les déclarations de Maïga. « C'est beaucoup d'hypocrisie, c'est beaucoup de mauvaise foi, beaucoup d'indécence », a asséné Parly le 27 septembre, accusant le Premier ministre malien de « s'essuyer les pieds sur le sang des soldats français » morts au Sahel en tenant ces propos le lendemain de la mort du 52e militaire français de Barkhane (*Rfi.fr* 28/09).

Le 29, le ministre malien de la Défense, le colonel Sadio Camara, considéré comme le principal artisan du rapprochement avec le Kremlin (il a suivi une formation d'un an au Collège militaire supérieur de Moscou), invi-

tait quelques journalistes pour assister à la réception de quatre hélicoptères MI-171 achetés à la Russie et d'autres armes qui auraient été gracieusement « offertes ». « Je rappelle que le Premier ministre malien est l'enfant de deux coups d'État, si je puis dire. [...] Donc, la légitimité du gouvernement actuel est démocratiquement nulle [...]. Ce qu'a dit le Premier ministre malien est inadmissible. C'est une honte. Et ça déshonore ce qui n'est même pas un gouvernement », a à son tour proclamé Macron le 30 septembre, en marge du dîner de clôture de la saison Africa 2020 à l'Élysée (*Rfi.fr*, 30/09). Un ton mesuré qui a légitimement provoqué des réactions indignées au Mali...

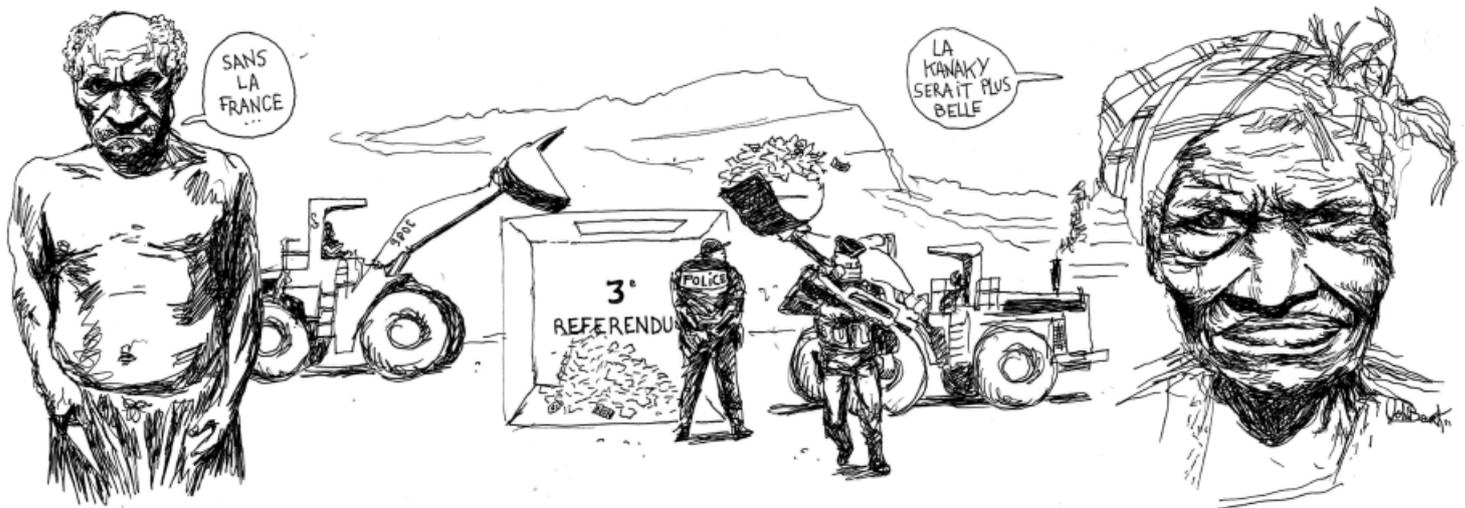
Le rappel par le président français de la très faible légitimité des autorités maliennes n'est par fortuit : un bras de fer est par ailleurs engagé sur la durée de la période de la transition. Depuis plusieurs semaines, le président Assimi Goïta et son Premier ministre préparent l'opinion à une prolongation de la période de transition et à un report des élections censées ramener un pouvoir démocratiquement élu, au motif que des assises nationales doivent être organisées fin décembre à Bamako. Si celles-ci sont effectivement l'occasion d'un débat national plus profond qu'une simple campagne électorale, on peut en comprendre l'intérêt, mais rien n'indique pour autant que les militaires soient très pressés de quitter le pouvoir... La CEDEAO (particulièrement certains pays comme le Niger) et la France se sont pour l'instant montrées intraitables sur le calendrier prévu et une délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies en visite au Mali a également appuyé cette position le 23 octobre.

Le souci des autorités françaises n'est en réalité pas le retour des civils au pouvoir, sinon elles feraient preuve de la même intransigeance au Tchad : elles tablent simplement sur l'élection rapide d'un nouveau président plus respectueux des traditions franc-africaines. Mais l'arrogance du président français semble pour l'instant contre-productive de ce point de vue, permettant aux autorités de transition d'endosser le costume de la résistance à l'impérialisme et de redorer leur blason aux yeux de la population malienne.

Raphaël Granvaud

QUI JETTE LE CAILLOU DANS LA MARE ?

À moins de deux mois du 3^e référendum que l'Etat français a décidé d'organiser le 12 décembre, l'ambiance sur le Caillou (terme employé pour désigner Kanaky Nouvelle-Calédonie) est à la crispation entre l'ensemble du mouvement indépendantiste réclamant son report en 2022 et les forces dites « loyalistes » réclamant son maintien sur fond d'une position gouvernementale pour l'instant inchangée quant à l'échéance. Mais qu'en est-il des tenants et aboutissants de cette situation ?



Après dix-huit mois de situation « *co-vid-free* » sur l'ensemble du territoire au prix de mesures très strictes acceptées par tous (isolement de la Grande Terre et des îles, restriction de circulation inter-îles et des entrées, quatorzaine obligatoire...), le variant Delta de la pandémie s'est récemment et subrepticement invité sur le territoire, déclenchant une terrible vague de contamination. À ce jour plus de 260 décès en quelques semaines (ce qui équivaldrait à plusieurs dizaines de milliers de morts pour la France hexagonale !) dont plus de 50 % concernant la communauté kanak et plus de 25 % la communauté océanienne, sur fond de comorbidités assez répandues (surpoids, diabète, conditions de vie précaires).

Face à cette catastrophe sanitaire touchant très inégalement les différentes populations du Territoire, le gouvernement actuel dirigé par Louis Mapou, figure importante de la tendance UNI-Palika du FLNKS (ancien représentant du FLNKS en France dans les années 80-90 après Jimmy Ounei, aujourd'hui décédé, et Hnalaine Ureguei) a pris des mesures à la fois raisonnées et très fortes

(gestes barrières, port du masque, pass sanitaire, mesures de confinement ciblées, obligation vaccinale dans un proche avenir...) montrant par là tout le sens des responsabilités de la part des dirigeants indépendantistes, et obtenant l'accord quasi unanime de tous les courants politiques, y compris opposés, au Congrès de la Nouvelle-Calédonie. Par ailleurs les communautés mélanésiennes et polynésiennes dans la douleur font preuve, elles aussi, de leur parfaite obéissance aux restrictions des enterrements notamment en acceptant des sépultures provisoires près de Nouméa sans pouvoir accompagner leurs proches à leur tertre et/ou île d'origine, ni pouvoir provisoirement respecter leurs rituels de deuil coutumier longs et compliqués nécessitant le déplacement de tribus entières impossible en ces temps de restriction de circulation et de gestes barrières.

Nécessaire report du référendum

Il en résulte bien humainement une quasi-impossibilité d'avoir la tête, le temps et l'énergie à l'organisation d'une campagne

électorale référendaire ; d'où l'unanimité du camp indépendantiste (toutes les tendances du FLNKS, ainsi que toutes les autres composantes - MNSK, Parti travailliste, USTKE, Dynamic Sud) réclamant un report du référendum en 2022, la date limite prévue par les Accords de Nouméa étant avant octobre 2022.

Dans le même temps, les forces attachées au maintien du territoire dans la République française, rassemblées dans « les Voix du Non », s'arc-boutent quasi unanimement (sauf Calédonie Ensemble qui accepte d'envisager un report éventuel en cas de pandémie incontrôlée) sur la date initialement prévue, ayant parfaitement compris que, pour elles, la campagne référendaire se fait quasi toute seule tout simplement en mettant l'accent sur toutes les mesures sanitaires exceptionnelles - et réelles ! - que le gouvernement français met en place pour faire face localement à la pandémie et à ses conséquences (réserve sanitaire massive venue de métropole, transfert de malades, aides aux entreprises et aux personnels) prouvant par avance tout l'intérêt de rester « dans la France » pour le futur¹.

Et certains de leurs leaders en rajoutent sur la nécessité d'enfin « purger » les Accords de Nouméa qui n'ont que trop duré, tout comme le sénateur Pierre Frogier, ancien compagnon de Pierre Maresca, ancien pied-noir pro-OAS (aujourd'hui décédé) de sinistre mémoire au temps des milices Laffleur, réclamant récemment plus d'engagement de l'Etat français. Ce même Frogier est l'un des tenants d'une proposition de donner une autonomie accrue aux 3 Provinces actuelles en cas de victoire du « Non » à l'indépendance comme gage donné aux indépendantistes, tout en peinant à cacher le dangereux projet de partition qui en découlerait avec une Province Sud rassemblant 75 % de la population du Territoire (et la plus importante population kanak aussi !) ainsi que 75 % de l'économie locale ! Et, il y a quelques mois, un autre des anciens lieutenants de Jacques Laffleur, Pierre Brétegnier, d'une famille rapatriée du Maroc devenu indépendant en Nouvelle-Calédonie, qui fut l'un des signataires des Accords de Matignon de 1988 au titre du RPCR, l'une des principales têtes pensantes de la droite coloniale déclarait au moment où elle venait de perdre la majorité au Congrès en avril 2021 : « En route vers l'indépendance kanak ? C'est naturel de discuter avec les leaders indépendantistes mais ils gagnent à chaque fois du terrain. Systématiquement, chacune de leurs revendications touchant à l'avenir institutionnel du pays ou à la politique d'exploitation du nickel commence sous la pression violente du FLNKS et, au final, quand ils n'ont pas tout obtenu - ce que les négociateurs loyalistes annoncent comme une victoire - ils ont, à chaque fois, fait avancer d'un pas la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance kanak et socialiste [...] D'où la Calédonie ressort à chaque fois un peu moins française. Il faudra un jour se donner les moyens de stopper ce processus, sinon de l'inverser. » Ce qui résume l'état d'esprit actuel revanchard des « loyalistes » !

Fausse neutralité

Tout en affirmant s'en tenir à sa soi-disant neutralité dans l'application stricte des Accords de Nouméa de 1998, faisant suite aux Accords de Matignon de 1988, en fait, le gouvernement français s'affirme clairement

¹ NDLR : A noter que certaines mesures prises par le gouvernement français pour Kanaky Nouvelle-Calédonie pour faire face au Covid lors de la première vague ont été à l'encontre du processus de décolonisation. Voir *Billets d'Afrique* n°300 de septembre 2020, sur la gestion par l'État de la première vague de Covid en Kanaky et l'endettement qui en a résulté.

partisan du maintien dans la France : « La France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie ! », *dixit* Macron ; ou la récente intervention du Premier ministre Castex à l'Assemblée nationale : « Nous avons réaffirmé notre souhait fort que le choix des Calédoniens soit celui de la France. ». Ce qui rend cette campagne référendaire totalement inéquitable et faussée, d'autant qu'il a récemment produit le document sur les « Conséquences du Oui et du Non », totalement déséquilibré entre les avantages du Non et les risques du Oui !

Et par ailleurs dans le grand projet d'Axe indo-pacifique cher à Macron depuis 2017, et récemment ridiculisé par le choix australien des sous-marins nucléaires étatsuniens, la Nouvelle-Calédonie est une pièce maîtresse ; ce qui peut d'ailleurs s'entendre - sans pour autant l'accepter - sur fond d'avancée de la Chine dans nombre de nouveaux Etats indépendants du Pacifique.

Paul Néaoutyne, signataire des accords de Nouméa, ancien bras-droit de Jean-Marie Tjibaou et actuel président de la Province Nord, a raison d'invoquer le respect de la parole donnée car, lors du dernier Comité des signataires avec Edouard Philippe en 2019, celui-ci avait aussi lui-même fait la proposition d'un référendum en septembre 2022, après les échéances présidentielle et législatives nationales pour éviter toute collision.

Rappelons-nous l'attaque de la grotte d'Ouvéa en 1988 dans le cadre d'un bras de fer Chirac - Mitterrand dans l'entre-deux tours de la présidentielle ! Mais le gouvernement Castex a changé la donne préférant demander à son ministre des Outre-Mer, Sébastien Lecornu, d'organiser des « rencontres Léprédour » (du nom d'un îlot calédonien en face de Boulouparis, propriété du Haut-Commissariat, surnommée « l'île du Haussaire »), en vase clos avec des invités sélectionnés plutôt que de rester fidèle aux Comités des signataires réguliers à Matignon. Certes il en va de la prérogative du gouvernement de fixer la date du référendum, mais, depuis des mois et bien avant la vague virale, le camp indépendantiste a fait connaître sa préférence pour 2022. Et aujourd'hui, déjà 25 communes indépendantistes refusent d'organiser le scrutin du 12 décembre.

Par ailleurs, internationalisant le problème, l'ambassadeur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'ONU, au nom du groupe « Fer de lance » rassemblant les États

mélanésiens du Pacifique et le FLNKS comme membre à part entière, a solennellement demandé au gouvernement français un report au nom de la situation sanitaire exceptionnelle actuelle sur le Territoire.

Qui sont les auteurs de troubles ?

Oui les boycotts anciens décidés par les Kanak rappellent des moments douloureux, mais à chaque fois avaient-ils le choix devant des trahisons successives de la parole donnée et des projets authentiquement néocoloniaux ? Les « loyalistes » ont beau jeu de tenter de faire peur à l'évocation de ces boycotts, tout en prédisant déjà de funestes lendemains en cas de résultat faussé par la « non-participation » kanak (mot d'ordre unitaire actuel), allant même jusqu'à demander l'application des résultats du 2^e référendum du fait de l'impossibilité de tenir le 3^e par la faute des Kanak ! Mais quelles étaient les situations qui avaient poussé les Kanak au boycott, y compris actif ; qui en était responsable à l'origine ?

Alors ceux et celles qui risquent de provoquer des troubles à venir sont ceux et celles, gouvernement français compris, qui refusent de reporter le référendum en 2022, ne serait-ce que par respect pour la coutume de deuil du peuple kanak si durement touché par la pandémie (avec le décès de nombreux cadres du mouvement indépendantiste dans la fleur de l'âge, sans pour autant oublier tous et toutes les anonymes de tous âges).

Daniel Guerrier

Note de la rédaction : nous avons appris au moment du bouclage de ce numéro que le gouvernement français avait choisi de maintenir le référendum le 12 décembre, malgré les nombreux appels au report et malgré la non-participation des indépendantistes, qui considèrent que les conditions sanitaires ne sont pas réunies pour faire campagne et pour se déplacer voter. A lire, le communiqué de Survie « Kanaky-Nouvelle Calédonie : Le gouvernement français organise une consultation d'autodétermination sans le peuple colonisé » sur survie.org.

AU FIL DES ÉTATS D'URGENCE

Léopold Lambert est architecte de formation et rédacteur en chef de la revue *The Funambulist*, consacrée aux « politiques de l'espace et des corps ». Il a publié en avril 2021 le livre *États d'urgence, une histoire spatiale du continuum colonial français*. Par une approche originale, il tisse les liens temporels et spatiaux du colonialisme de l'Algérie à la Kanaky Nouvelle Calédonie en passant par les quartiers populaires et Ma'ohi Nui¹.

Le titre de l'ouvrage est trompeur car si l'état d'urgence sert bien de fil conducteur, il s'agit surtout d'un révélateur des politiques coloniales déployées par la France en différents lieux et époques. L'auteur insiste d'ailleurs pour ne pas focaliser l'attention sur cette seule loi, trop souvent présentée comme constitutive d'un régime d'exception. Parce que la plupart de ses articles, depuis Macron, sont passés dans le droit commun, ou que les « pouvoirs spéciaux » pendant la guerre d'Algérie l'ont parfois dépassée, certes. Mais surtout parce que

de l'Empire aux quartiers populaires, les peuples colonisés ou leurs descendants connaissent la violence au quotidien, sans qu'aucune loi ne le prévoie. On y lit plusieurs fois les propos de Jean-Marie Tjibaou qui résume cette idée : « en ce qui nous concerne, cela fait 130 ans que nous subissons l'état d'urgence ».

Le premier intérêt du livre est de présenter des synthèses de la révolution algérienne ou de l'insurrection des années 80 en Kanaky Nouvelle Calédonie par un travail de compilation très complet agrémenté de témoignages. On y trouve bien des détails sur les deux épisodes tristement célèbres : le massacre du 17 octobre 1961 à Paris et celui de la grotte d'Ouvéa en mai 1988. L'auteur leur donne chair, à l'image du témoignage

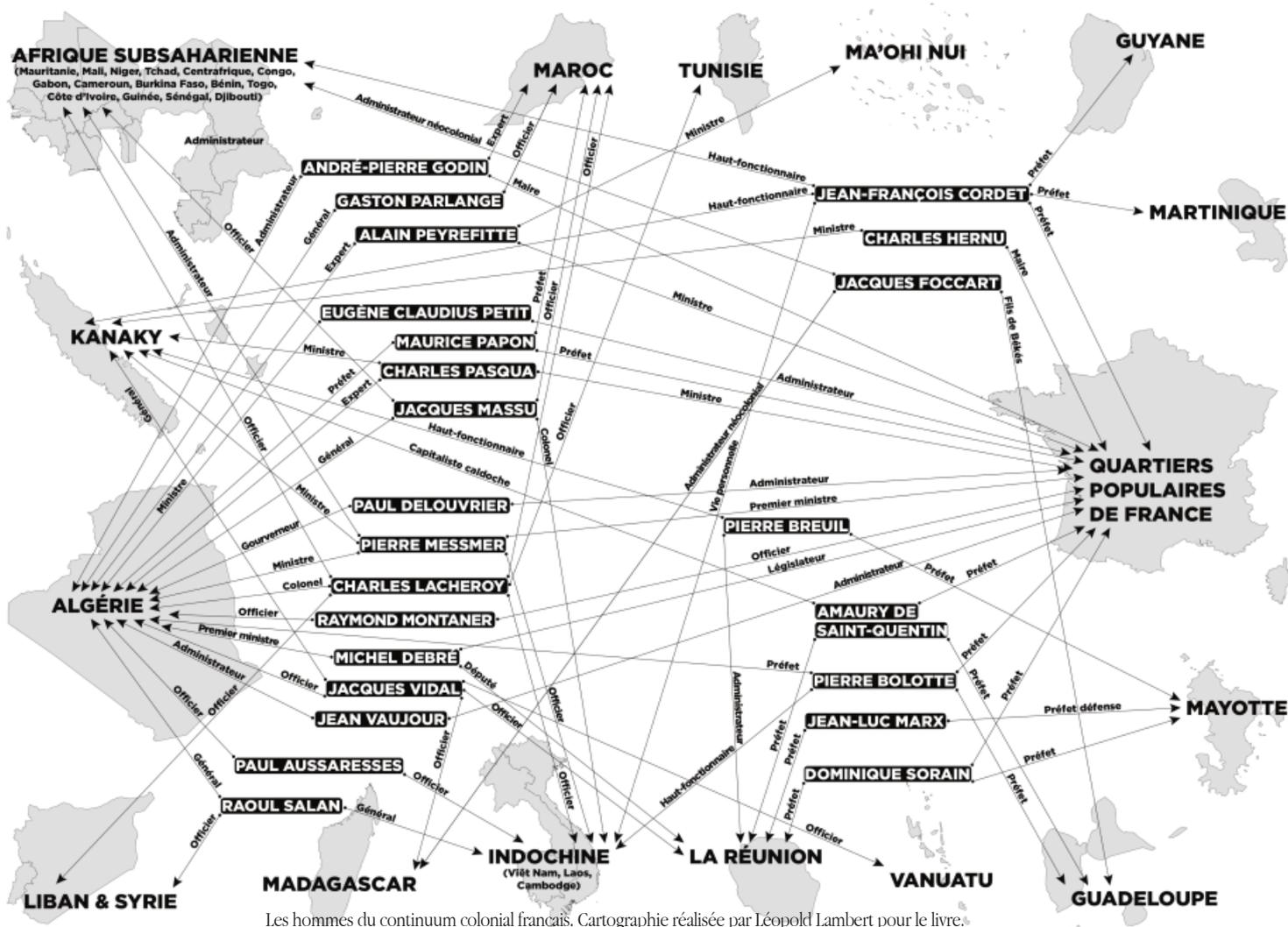
d'Ahmed Djoughla² qui dépeint son policier bourreau « la bave à la bouche, les yeux fous ».

Le souci permanent de Léopold Lambert est, d'une part, de placer les voix des colonisés résistants au centre, d'autre part de présenter des périodes moins bien connues, en mettant en relief tant les circulations des opprimés qui ont tissé des solidarités inventives, que les rouages du colonialisme. Le

« En ce qui nous concerne, cela fait 130 ans que nous subissons l'état d'urgence »
Jean-Marie Tjibaou

¹ Nom de la Polynésie française revendiqué par les indépendantistes. L'auteur prend le parti d'adopter les appellations choisies par les peuples colonisés.

² Collecté par Jean-Luc Enaudi.



Les hommes du continuum colonial français. Cartographie réalisée par Léopold Lambert pour le livre.

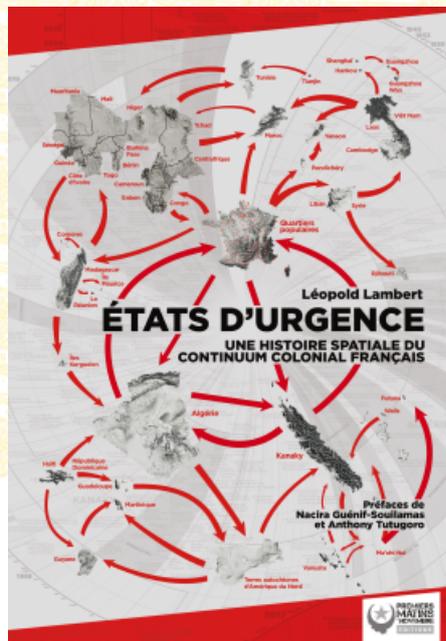
livre, dense, nous emmène bien au-delà des "grands événements" et redonne de la profondeur à l'espace et à l'histoire.

À Kanaky sa digne place

Alors qu'approche la fin des accords prévoyant la décolonisation de Kanaky Nouvelle Calédonie, cet ouvrage redonne justement au pays et à la lutte Kanak la place qu'ils méritent. Le tiers du livre qui y est consacré montre à la fois l'intensité de la violence coloniale qui s'est abattue sur l'archipel et la richesse des stratégies de résistance déployées. À l'heure où le rythme médiatique impose son simplisme en aplatissant les enjeux au seul score aux référendums d'indépendance, *États d'urgence* permet d'appréhender ce à quoi les Kanak font face depuis des décennies : un État français froid, à la gestion militaire, et des colons qui par leur violence et leur racisme sont comparables à ceux d'Algérie. Cette seule partie justifie la lecture de l'ouvrage car elle fournit une synthèse rare de l'histoire politique de ce pays.

Continuum colonial

Le livre est parsemé de portraits édifiants d'administrateurs coloniaux, politiciens, préfets ou militaires que la machine coloniale recycle d'une colonie à l'autre ou dans la gestion des quartiers populaires. Si certains, tels Pasqua ou Foccart, sont bien connus, on découvre par exemple Amaury de Saint-Quentin : descendant d'une famille caldoche présente en politique et dans l'extraction du nickel, on le retrouve ensuite au ministère de la Défense puis comme préfet en Guadeloupe, à la Réunion et désormais dans le Val d'Oise. La volonté de l'auteur n'est pas de personnifier la politique coloniale mais de dessiner, à travers ces illustrations et portraits,



l'omniprésence des mêmes schémas de pensées et la même pratique de la violence à l'encontre des colonisés et de leur descendance, et ce à tous les échelons de l'État. Ainsi, il est rappelé que bon nombre de gardiens des foyers où ont été mis les travailleurs immigrés étaient d'anciens militaires ou policiers ayant officié en Algérie.

Le récit n'est pas toujours chronologique et superpose volontairement des lieux et des époques diverses, à l'image de ces vues aériennes de la région parisienne qui font figurer les emplacements des bidonvilles disparus, les lieux des massacres du 17 octobre 1961, en même temps que les commissariats de police d'aujourd'hui. L'auteur apporte un prisme original en parsemant son texte de considérations architecturales sur la construction des bâtiments à usage coercitif (les camps, les prisons, les commissariats) ou sur les habitats populaires (le labyrinthe des rues d'Alger, les chemins et les squats de Kanaky, les bidonvilles) qui arrivent souvent à échapper au

contrôle et fournissent des possibilités de résistance. Le pouvoir s'en méfie d'ailleurs et tente d'entraver quand il le peut l'appropriation de l'espace par celles et ceux qu'il entend écraser.

On pourrait ressortir de la lecture assomée par l'ampleur et l'intensité de la barbarie coloniale déployée par la France au fil des siècles. Mais d'une part, la période impose de regarder bien en face ces lignes structurantes de notre société et de notre État. D'autre part, le "continuum colonial" a toujours fait face à un "continuum de résistances et de complicités" par les colonisés et leurs alliés, auquel le livre ramène en permanence.

Mathieu Lopes

États d'urgence, une histoire spatiale du continuum colonial français, éditions Premiers matins de novembre, avril 2021, 18 euros.

Le bouffon du roi

Parmi les nombreux entretiens qu'Achille Mbembe a donnés à la presse à l'occasion de sa participation active à l'organisation du sommet Afrique-France de Montpellier, et au « plan de reconquête » annoncé par le président Macron, celui dont rend compte *l'AFP* (05/10) ne manque pas de piquant. Le philosophe regrette « la vie dehors, ces corps qui se touchent constamment, cette espèce de puissance sourde d'une Afrique forestière équatoriale » et « à 64 ans, il envisage la retraite comme un repli progressif, ne plus voir ceux qui l'ennuient, arrêter de lire les journaux. Peut-être un bout de terrain, des poules, quelques chèvres. » Et même pas un strapontin dans une organisation internationale pour services rendus ? Quelle abnégation...

SOUTENEZ-NOUS : ABONNEZ-VOUS !

Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. *Billets d'Afrique* est entièrement réalisé par des bénévoles¹, militant-e-s au sein de *Survie*, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.



OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à *Billets d'Afrique*. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : *Survie* - 21^{er} rue Voltaire - 75011 Paris

OUI, je souhaite recevoir *Billets d'Afrique* au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.

nom :

prénom :

adresse :

CP :

ville :

email :

TARIFS France 25€, Petits budgets 20€, Étranger et outre-mer 30€

Modalités de paiement : chèque à l'ordre de *Survie* - Virement bancaire IBAN : FR76 4255 9100 0008 coopératif, précisez l'objet sur l'ordre de virement - Vous pouvez aussi payer en 4 échéances prélèvement automatique, nous contacter : contact@survie.org (+33)9.53.14.49.74

¹ La parution dépend des contraintes dues au bénévolat : les numéros peuvent prendre du retard.